

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 19 maart 2020;

Gelet op advies nr. 67.309/2 van de Raad van State, uitgebracht op 6 mei 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ;

Overwegende het voorstel van de coördinerende inspecteur-generaal, op 25 mei 2020, betreffende het auditmodel;

Op de voordracht van de Minister die voor het Onderwijs voor sociale promotie bevoegd is en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het modelverslag voor de auditopdrachten, ter uitvoering van de artikelen 4, § 1, vierde lid, 5, § 1, derde lid, en 7, § 1, vierde lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, wordt bij dit besluit gevoegd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop hzt in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van het Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/41733]

**11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de la mission d'évaluation, ainsi que le modèle de rapport de la mission d'évaluation, en application des articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, les articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 2 ;

Vu le « Test genre » du 6 janvier 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés, conclu en date du 11 mars 2020 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 11 mars 2020 ;

Vu l'avis 67.218/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2<sup>o</sup> « jours ouvrables scolaires » : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, à l'exception de ceux qui tombent durant un jour férié, pendant les vacances scolaires ou tout autre jour de congé scolaire fixé par le Gouvernement ;

3<sup>o</sup> « chef de service » : l'inspecteur général ou l'inspecteur coordonnateur qui dirige un des services visés à l'article 3, alinéa 3, du décret.

**Art. 2.** Tout au long de l'exercice des missions d'évaluation visées aux articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 2, du décret, l'inspecteur respecte les principes fondamentaux suivants :

1<sup>o</sup> l'indépendance : principe selon lequel l'inspecteur exécute sa mission sans intervention de la part du commanditaire en toute autonomie et liberté en ce qui concerne l'analyse des données, la formulation des conclusions et des recommandations dans le respect de la méthodologie spécifique et du mandat ;

2<sup>o</sup> la rigueur : principe selon lequel l'inspecteur agit de façon précise, nuancée, et suit avec exactitude la démarche fixée dans la méthodologie spécifique ;

3<sup>o</sup> l'objectivité : principe selon lequel l'inspecteur émet des jugements, en toute impartialité, sur base d'analyses effectuées à partir des données collectées ;

4° la prudence : principe selon lequel l'inspecteur agit avec précaution, respect et est guidé par le souci d'éviter de nuire à autrui ;

5° la fiabilité : principe selon lequel l'inspecteur transmet un rapport exposé avec clarté et précision, qui est le reflet de la mission réalisée ;

6° la compétence : principe selon lequel l'inspecteur possède les connaissances, les savoir-faire et les compétences nécessaires à l'exercice de la mission ;

7° la transparence : principe selon lequel l'inspecteur communique sur ses actions avec les écoles, les établissements scolaires ou CPMS concernés ;

8° la confidentialité : principe selon lequel l'inspecteur s'engage à ne pas diffuser d'information sur les écoles, les établissements scolaires ou CPMS concernés.

**Art. 3.** Sans préjudice des articles 4, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 5, § 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, § 6, alinéa 1<sup>er</sup> et 7, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, un inspecteur de contact est désigné par l'inspecteur général coordonnateur sur proposition du chef de service.

L'inspecteur de contact organise la mission sous la responsabilité de l'inspecteur général coordonnateur, de l'inspecteur général ou de l'inspecteur coordonnateur dont il dépend hiérarchiquement.

L'inspecteur de contact, en concertation avec l'équipe d'inspecteurs en charge de la mission d'évaluation, exerce les missions suivantes :

1° définit la stratégie permettant d'opérationnaliser les objectifs fixés, le dispositif et la méthodologie spécifique ;

2° informe régulièrement la hiérarchie de l'état d'avancement de la mission d'évaluation et partage des informations ;

3° coordonne les activités ;

4° veille au respect des principes fondamentaux tels que visés à l'article 4 du présent arrêté.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La portée et les limites du mandat fixés par la Cellule intermédiaire de coordination comprend la question de départ, le périmètre de l'évaluation, les questions à investiguer et la durée totale de la mission d'évaluation.

§ 2. La durée totale de la mission d'évaluation correspond à la durée entre la réception formelle de l'ordre de mission par l'inspecteur de contact et l'envoi du rapport au Gouvernement, via la Cellule intermédiaire de coordination.

**Art. 5.** Toute mission d'évaluation comporte les étapes suivantes :

1° réception du mandat, du dispositif et de la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée ;

2° envoi d'un courrier postal ou électronique, au pouvoir organisateur de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social, afin de l'informer de la mission d'évaluation et de la temporalité dans laquelle la mission est effectuée ;

3° envoi d'un courrier électronique à la direction de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social afin de l'informer de la première date de visite ;

4° les modalités de la mission d'évaluation sont transmises par toutes voies utiles au pouvoir organisateur et à la direction de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social, minimum 5 jours ouvrables scolaires avant la réalisation de la mission ;

5° lors de la première visite de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social, un calendrier de présence des inspecteurs au sein de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social est élaboré en collaboration avec la direction ;

6° étude de terrain : visites, entretiens, études documentaires ou autres actions utiles à la réalisation de la mission ;

7° au terme de l'étude de terrain, le pouvoir organisateur et la direction reçoivent dans les 10 jours ouvrables scolaires, un compte rendu des données prélevées et des éventuels manquements substantiels présumés dans l'école, l'établissement ou le centre psycho-médico-sociaux. Les données sont communiquées sans analyse et font état des faits observés concernant le dispositif pédagogique ou éducatif évalué ou les missions assignées aux centres psycho-médico-sociaux et le respect des obligations légales déontologiques ;

8° l'inspecteur de contact invite le pouvoir organisateur et la direction de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social, à formuler leurs éventuels commentaires dans un délai de 15 jours ouvrables scolaires. En l'absence de commentaire dans ce délai, la procédure se poursuit ;

9° l'équipe d'inspecteurs dégage des conclusions et recommandations et rédige un rapport circonstancié transmis par l'inspecteur général coordonnateur au Gouvernement conformément aux articles 4, § 2, alinéa 5, 5, § 2, alinéa 6, 5, § 3, alinéa 5, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, et 7, § 2, alinéa 5, du décret.

**Art. 6.** Le Gouvernement peut solliciter l'inspecteur général coordonnateur afin que le rapport circonstancié de la mission effectuée lui soit présenté.

**Art. 7.** Le modèle de rapport d'une mission d'évaluation visé aux articles 4, § 2, alinéa 5, 5, § 2, alinéa 6, 5, § 3, alinéa 5, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, et 7, § 2, alinéa 5, est repris en annexe du présent arrêté.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et la Ministre de l'Education sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de la mission d'évaluation, ainsi que le modèle de rapport de la mission d'évaluation, en application des articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.**



**ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT  
DIRECTION GENERALE DU PILOTAGE DU SYSTEME EDUCATIF  
SERVICE GENERAL DE L'INSPECTION**

**RAPPORT D'ÉVALUATION D'UN DISPOSITIF  
PEDAGOGIQUE OU ÉDUCATIF**  
*(maximum 20 pages)*

En référence aux articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, 7, § 2 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

**Référence SGI :**

**Date de la demande :**

**Service de l'Inspection concerné :**

*menu déroulant permettant de cocher un ou plusieurs service(s) d'inspection :*

- Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental (appelé à disparaître en septembre 2020)*
- Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire (appelé à disparaître en septembre 2020)*
- Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique (à partir de septembre 2020)*

- *Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification (à partir de septembre 2020)*
- *Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning (compétences relatives à l'enseignement de promotion sociale)*
- *Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning (compétences relatives à l'enseignement à distance en e-learning)*
- *Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique*
- *Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux*

**Référence légale :**

- menu déroulant faisant apparaître automatiquement la référence légale de la mission pour le ou les services coché(s) ; respectivement :*
- *Article 4, § 2 du décret du 10 janvier 2019 (pour le SI de l'Enseignement fondamental et secondaire, ensuite pour le SI du continuum pédagogique et l'enseignement secondaire de transition et de qualification)*
  - *Article 5, § 2 du décret du 10 janvier 2019*
  - *Article 5, § 3 du décret du 10 janvier 2019*
  - *Article 6, § 1<sup>er</sup> du décret du 10 janvier 2019*
  - *Article 7, § 2 du décret du 10 janvier 2019*

**Composition de l'équipe :****Inspecteur de contact :**

## Table des matières

<b>1. CADRE NORMATIF .....</b>	<b>4</b>
<b>2. RELEVÉ DES FAITS (*) .....</b>	<b>4</b>
<b>3. ANALYSE DES FAITS RELEVÉS .....</b>	<b>4</b>
<b>4. CONCLUSION .....</b>	<b>4</b>
<b>5. RECOMMANDATIONS (*).....</b>	<b>4</b>
<b>6. RELEVÉ DES PRATIQUES MAJORANTES .....</b>	<b>4</b>
<b>7. SIGNATURES :.....</b>	<b>5</b>
<b>8. ANNEXE(S).....</b>	<b>6</b>
<b>8.1 Mandat (*) .....</b>	<b>6</b>
<b>8.2 Méthodologie spécifique (*) .....</b>	<b>6</b>
<b>8.3 Outils d’investigation .....</b>	<b>6</b>
<b>8.4 Bibliographie –sitographie.....</b>	<b>6</b>
<b>8.5 Autre(s).....</b>	<b>6</b>

(\*) Éléments obligatoires

## 1. CADRE NORMATIF

*Synthèse de la réglementation contenue dans les décrets, arrêtés, circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles à propos du dispositif pédagogique/éducatif visé.*

## 2. RELEVÉ DES FAITS (\*)

*Relevé des faits –tels qu'ils ont été observés - décrivant la manière dont le cadre normatif de la Fédération Wallonie-Bruxelles est mis en application dans les établissements visités.*

## 3. ANALYSE DES FAITS RELEVÉS

*Mise en tension*

- entre les faits relevés ;*
- entre le cadre normatif et les faits relevés*
- entre les objectifs du dispositif et les faits relevés*
- entre les faits relevés et les contraintes situationnelles*

*afin d'évaluer :*

- la cohérence entre les faits relevés*
- la cohérence entre les faits relevés et les contraintes situationnelles*
- l'adéquation entre les faits relevés, le cadre normatif et ses objectifs*
- l'adéquation entre le cadre normatif et les contraintes situationnelles.*

## 4. CONCLUSION

*Avis, motivé par les faits observés et l'analyse effectuée, portant sur l'impact de la mise en œuvre du dispositif visé sur l'efficacité et l'équité du système éducatif.*

## 5. RECOMMANDATIONS (\*)

*Relevé des propositions émises à l'attention du législateur visant à adapter la mise en œuvre du dispositif pédagogique/éducatif évalué ou le dispositif lui-même pour faire en sorte que ce dispositif participe davantage à l'efficacité et l'équité du système éducatif.*

## 6. RELEVÉ DES « PRATIQUES MAJORANTES »

*Description des procédés observés dans les établissements pour mettre en œuvre le dispositif visé ; ces procédés constituent des approches expérimentées, positivement évaluées et susceptibles d'améliorer le présent en tenant compte des contextes spécifiques des établissements.*

## 7. SIGNATURES :

Date :

Signature des l'inspecteurs(trices) :

---

Transmis à l'inspecteur(trice) général(e)/à l'inspecteur(trice) coordonnateur(trice) en date du :

Signature de l'inspecteur(trice) :

---

Transmis à l'inspecteur(trice) général(e) coordonnateur(trice) en date du :

Signature de l'inspecteur(trice) général(e)/de l'inspecteur(trice) coordonnateur(trice)

---

Transmis au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif en sa qualité de Président de la Cellule intermédiaire de coordination en date du :

Signature de l'inspecteur(trice) général(e) coordonnateur(trice) :

## 8. ANNEXE(S)

- 8.1 Mandat (\*)
- 8.2 Méthodologie spécifique (\*)
- 8.3 Outils d'investigation
- 8.4 Bibliographie –sitographie
- 8.5 Autre(s)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de la mission d'évaluation, ainsi que le modèle de rapport de la mission d'évaluation, en application des articles 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

Bruxelles, le 11 juin 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/41733]

**11 JUNI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de evaluatieopdracht alsook het modelverslag van de evaluatieopdracht, met toepassing van de artikelen 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1 en 7, § 2, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1 en 7, § 2;

Gelet op de "Gendertest" van 6 januari 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, afgesloten op 11 maart 2020;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 11 maart 2020;

Gelet op advies nr. 67.218/2 van de Raad van State, uitgebracht op 6 mei 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister die voor het Onderwijs voor sociale promotie bevoegd is en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder:

1° "het decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "schoolwerkdagen": maandag, dinsdag, woensdag, donderdag, vrijdag, met uitzondering van de dagen die vallen op een feestdag, tijdens de schoolvakanties of een andere door de Regering vastgestelde schoolvakantie;

3° "diensthoofd" : de inspecteur-generaal of de coördinerende inspecteur die aan het hoofd staat van een van de diensten bedoeld in artikel 3, derde lid, van het decreet.

**Art. 2.** Bij de uitoefening van de in de artikelen 4, § 2, 5, § 2, 5, § 3, 6, § 1 en 7, § 2 van het decreet bedoelde evaluatieopdrachten neemt de inspecteur de volgende grondbeginselen in acht:

1° onafhankelijkheid : principe volgens hetwelk de inspecteur zijn opdracht uitvoert zonder tussenkomst van de cliënt in volledige autonomie en vrijheid met betrekking tot de analyse van de gegevens, de formulering van de conclusies en de aanbevelingen in overeenstemming met de specifieke methodologie en het mandaat ;

2° striktheid: principe volgens hetwelk de inspecteur op een precieze, genuanceerde manier handelt en nauwkeurig de aanpak volgt die in de specifieke methodologie is vastgelegd;

3° objectiviteit : het principe volgens hetwelk de inspecteur in alle onpartijdigheid een oordeel velt op basis van analyses die worden uitgevoerd op basis van de verzamelde gegevens;

4° voorzichtigheid: principe volgens hetwelk de inspecteur zorgvuldig en met respect handelt en zich laat leiden door de zorg om anderen niet te schaden;

5° betrouwbaarheid: het principe volgens hetwelk de inspecteur een duidelijk en nauwkeurig opgesteld verslag uitbrengt dat de uitgevoerde opdracht weergeeft;

6° bekwaamheid : het principe dat de inspecteur over de kennis, de knowhow en de vaardigheden beschikt die nodig zijn om de opdracht uit te voeren;

7° transparantie: principe volgens hetwelk de inspecteur communiceert over zijn handelingen met de betrokken scholen, onderwijsinstellingen of PMS-centra;

8° vertrouwelijkheid : principe waarbij de inspecteur zich ertoe verbindt geen informatie te verspreiden over de betrokken scholen, onderwijsinstellingen of PMS-centra.

**Art. 3.** Onverminderd de artikelen 4, § 7, eerste lid, 5, § 10, eerste lid, 6, § 6, eerste lid, en 7, § 7, eerste lid, van het decreet wordt door de coördinerende inspecteur-generaal op voorstel van het diensthoofd een contactinspecteur aangewezen.

De contactinspecteur organiseert de opdracht onder de verantwoordelijkheid van de coördinerende inspecteur-generaal, de inspecteur-generaal of de coördinerende inspecteur aan wie hij hiërarchisch verslag uitbrengt.

De contactinspecteur voert in overleg met het team van inspecteurs dat met de evaluatieopdracht belast is, de volgende opdrachten uit:

1° bepaalt de strategie voor het operationaliseren van de gestelde doelen, het systeem en de specifieke methodologie;

2° informeert de hiërarchie regelmatig over het verloop van de evaluatieopdracht en deelt informatie;

3° coördineert de activiteiten;

4° ziet toe op de naleving van de fundamentele beginselen als bedoeld in artikel 4 van dit besluit.

**Art. 4.** § 1. De reikwijdte en de beperkingen van het mandaat van de Tussencel voor coördinatie omvatten de aanvankelijke vraag, de reikwijdte van de evaluatie, de te onderzoeken vragen en de totale duur van de evaluatieopdracht.

§ 2. De totale duur van de evaluatieopdracht komt overeen met de tijd tussen de formele ontvangst van de opdracht van de contactinspecteur en de verzending van het verslag aan de Regering, via de Tussencel voor coördinatie.

**Art. 5.** Een evaluatieopdracht bestaat uit de volgende fasen:

1° ontvangst van het mandaat, het stelsel en de specifieke methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd ;

2° het sturen van een post- of elektronische post naar de inrichtende macht van de school, de instelling of het PMS-centrum, om deze op de hoogte te brengen van de evaluatieopdracht en het tijdsbestek waarin de opdracht wordt uitgevoerd;

3° het sturen van een e-mail naar de directie van de school, de instelling of het PMS-centrum om hen op de hoogte te brengen van de eerste datum van bezoek;

4° de details van de evaluatieopdracht worden met alle nuttige middelen doorgegeven aan de inrichtende macht en de directie van de school, de inrichting of het PMS-centrum, ten minste 5 schooldagen voor de uitvoering van de opdracht;

5° tijdens het eerste bezoek aan de school, de inrichting of het PMS-centrum wordt in samenwerking met de directie een tijdschema opgesteld voor de aanwezigheid van inspecteurs in de school, de inrichting of het PMS-centrum;

6° veldstudie: bezoeken, interviews, documentaire studies of andere acties die nuttig zijn voor de uitvoering van de opdracht;

7° na afloop van de veldstudie ontvangen de inrichtende macht en de directie binnen 10 schoolwerkdagen een verslag van de verzamelde gegevens en eventuele vermeende substantiële tekortkomingen in de school, de inrichting of het PMS-centrum. De gegevens worden meegedeeld zonder analyse en rapporteren de vastgestelde feiten met betrekking tot het geëvalueerde pedagogische of educatieve systeem of de aan de PMS-centra toegewezen opdrachten en de naleving van de wettelijke en ethische (deontologische) verplichtingen;

8° de contactinspecteur nodigt de inrichtende macht en de directie van de school, de inrichting of het PMS-centrum uit om binnen 15 schoolwerkdagen opmerkingen te maken. Indien binnen deze termijn geen opmerkingen worden ontvangen, wordt de procedure voortgezet;

9° het team van inspecteurs trekt conclusies en aanbevelingen en stelt een gedetailleerd verslag op dat door de coördinerende inspecteur-generaal aan de Regering wordt toegezonden overeenkomstig de artikelen 4, § 2, vijfde lid, § 2, zesde lid, 5, § 3, vijfde lid, 6, § 1, vijfde lid, en 7, § 2, vijfde lid, van het decreet.

**Art. 6.** De Regering kan de coördinerende inspecteur-generaal verzoeken een gedetailleerd verslag over de uitgevoerde opdracht in te dienen.

**Art. 7.** Het modelverslag van een evaluatieopdracht als bedoeld in de artikelen 4, § 2, vijfde lid, § 2, zesde lid, 5, § 3, vijfde lid, 6, § 1, vijfde lid, en 7, § 2, vijfde lid, is opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop hzt in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** De Minister van het Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR